

# LE PROJET DE CAISSES COMMUNES DE L'ALIMENTATION

## RÉPONDRE AUX ENJEUX ALIMENTAIRES, SOCIAUX, ÉCONOMIQUES, AGRICOLES ET ÉCOLOGIQUES

### ALIMENTATION & PRÉCARITÉ

Les personnes en situation de précarité alimentaire sont en nombre croissant en France ces dernières années. Celles-ci doivent faire face à "un accès restreint, inadéquat ou incertain à des produits sains et nutritifs, et dont la faim est la conséquence ultime, mais non systématique".

La précarité alimentaire est à appréhender en tant que situation multidimensionnelle, qui touche à différents éléments de la vie des personnes : matériel, économique mais aussi social, sanitaire et politique. Plusieurs études ont montré comment le manque de moyens économiques s'accompagne tout autant d'une perte de liens sociaux, de reconnaissance, de confiance en soi ou bien encore d'une dégradation de sa santé.

Ces dernières années, les situations de précarité se sont accrues ainsi que le recours à l'aide alimentaire, mode d'intervention caritatif, fortement imbriqué au système alimentaire industrialisé et sur-productif. Initialement destiné aux situations d'urgence, ce dispositif est en passe de devenir une réponse structurelle. Il est aujourd'hui questionné au regard de la qualité et de la diversité de l'alimentation, mais aussi du choix, de la dignité et de la citoyenneté des personnes, et surtout au regard de son rôle de variable d'ajustement d'un système alimentaire non durable.

À l'heure d'une nécessaire transition des pratiques alimentaires et agricoles, qui concerne l'ensemble de la population, les inégalités alimentaires s'accroissent, notamment autour des produits frais et de qualité. Les freins d'accès à une alimentation de qualité sont financiers mais aussi géographiques, éducatifs, psycho-sociaux. À l'autre bout de la chaîne de nombreux producteurs se trouvent également en situation de précarité.

Ainsi, c'est la question de l'accès de l'ensemble de la population à une alimentation saine et durable qui est posée, en tant que problème public et enjeu commun. Elle va de pair avec la question de l'évolution de nos systèmes alimentaires vers plus de durabilité.

### ALIMENTATION & DÉMOCRATIE

Derrière les notions d'accès et d'alimentation choisie, c'est la question fondamentalement démocratique que constitue l'alimentation qui se pose, en insistant sur la nécessaire réappropriation du sujet par les citoyens face à un système alimentaire perçu comme injuste et désincarné.

La démocratie alimentaire est envisagée comme un mouvement de réappropriation citoyenne concernant toutes les parties du système alimentaire. La démocratie alimentaire revendique le droit à l'alimentation, reconnu dans la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948.

C'est donc aussi un enjeu d'émancipation et de capacitation, condition d'un mouvement de transformation sociale à même de lutter contre les causes de la précarité. L'expérimentation d'une caisse commune alimentaire, s'appuyant sur des instances de gouvernance impliquant les habitant.e.s met donc en avant l'idée d'une citoyenneté à exercer autour des questions alimentaires et s'appuie aujourd'hui, en France, sur la revendication d'un droit à l'alimentation durable à la fois personnel et collectif, tout en s'inscrivant dans une perspective de changement social.

### ALIMENTATION & SANTÉ

Depuis la crise Covid et paradoxalement à l'augmentation des situations de précarité alimentaire liées à l'inflation et à l'explosion des problématiques de santé liées à l'alimentation, une partie des habitants a changé ses pratiques de consommation, notamment vers un approvisionnement plus local en se tournant notamment vers de nouveaux régimes alimentaires et vers des produits qualitatifs (bio, circuits-courts...).

Ce mouvement de transition alimentaire a un impact certain sur la transformation des systèmes alimentaires (donc des manières de produire, transformer, distribuer et consommer l'alimentation) vers plus de durabilité (santé et nutrition, protection de l'environnement, accessibilité sociale, conditions de travail...). L'impulsion de nouvelles initiatives associatives et la publication de rapports institutionnels ont fait émerger l'accès de tous à une alimentation saine et de qualité, comme problème public.

Repenser l'accès à l'alimentation de qualité pour tou.te.s constitue dès lors un enjeu de santé publique majeur pour tout.e.s, à la croisée des urgences sociales et écologiques.